



ASIE/LIBAN - Déclarations du Patriarche d'Antioche des Maronites à propos des élections présidentielles : un vide de pouvoir annulerait le rôle des chrétiens

Beyrouth (Agence Fides) – Le Patriarche d'Antioche des Maronites, S.Em. le Cardinal Boutros Bechara Rai, a relancé l'alarme à propos des effets déstabilisants qu'aurait pour l'ensemble du Liban, et en particulier pour les chrétiens libanais, le vide de pouvoir causé par l'absence d'élection d'un nouveau Président de la République d'ici l'échéance institutionnelle du 25 mai prochain. « L'élection d'un Président et sa présence continue – a déclaré le Patriarche maronite au cours de l'homélie de la Messe du Dimanche 11 mai, célébrée en la Basilique de Notre-Dame du Liban, sise à Harissa – confère la légitimité aux institutions publiques. Le Président est le Chef de l'Etat et le symbole de l'unité nationale et nous prions Dieu actuellement afin qu'Il inspire les coalitions politiques à tenir ces élections et à choisir le meilleur candidat dans les circonstances présentes pour le bien du Liban et de ses institutions ».

Au sein du délicat système institutionnel libanais, fondé sur le Pacte national de 1943, qui distribue les charges institutionnelles entre les représentants politiques des différentes communautés religieuses, la charge de Président de la République est réservée à un chrétien maronite. « Le vide de la présidence, auquel quelques-uns travaillent actuellement – a ajouté le Cardinal Rai – est rejeté par nous et par le peuple libanais en ce qu'il représenterait un défi lancé au Pacte national et à la Constitution » et qu'il « éliminerait une composante essentielle de ce pays, à savoir la composante chrétienne ».

L'Assemblée parlementaire a été convoquée pour le 15 mai en vue d'une quatrième tentative d'élection présidentielle mais cette prochaine séance semble destinée à ne pas atteindre l'objectif fixé.

La Présidence de la République libanaise deviendrait vacante le 25 mai prochain, jour marquant le terme du mandat de l'actuel Chef de l'Etat, le Général Michel Sleiman. Jusqu'ici, les deux coalitions politiques opposées – celle du 8 mars et celle du 14 mars – ne sont pas parvenues à un accord autour de la figure d'un candidat de compromis. Ce qui pèse surtout sur l'issue de ce scrutin est l'opposition entre les Forces libanaises – qui ont avancé la candidature de leur responsable, Samir Geagea – et le parti shiite Hezbollah – qui a repoussé comme une provocation la candidature en question, pour l'heure non retirée. Samir Geagea a lui-même déclaré à un quotidien saoudien préférer un vide de pouvoir institutionnel à la perspective de « placer le pays sous le contrôle du Hezbollah ». (GV) (Agence Fides 12/05/2014)